

Lettre ouverte à Monsieur Laurent Wauquiez

Alors que nous alertons l'opinion publique des coupes drastiques réalisées à notre encontre par l'exécutif régional présidé par Laurent Wauquiez, celui-ci clame que la Région n'a pas vocation à financer le militantisme... mais, Mesdames et Messieurs les Conseillers Régionaux, elle ne l'a jamais fait !

Monsieur Wauquiez, vous affirmez que la réduction drastique du financement des actions de la FRAPNA ne concerne que ses activités militantes.

Comprenons le financement des actions en justice qui recadrent dans les limites de la loi la réalisation de projets destructeurs de l'environnement, comme les multiples barrages pour l'irrigation de cultures inadaptées au climat qui assèchent et polluent nos cours d'eau, comme les extensions sans fin de domaines skiables qui dévastent l'environnement montagnard, ou encore le projet de Center Parcs de Roybon qui assèche 200 hectares de précieuses zones humides aux sources des cours d'eau drômois.

La plupart de ces projets sont finalement jugés illégaux par le Tribunal administratif. Nos élus régionaux ne sont-ils pas du côté de la loi ?

Tout d'abord, si ces actions « militantes » existent bel et bien, elles sont exclusivement financées par le financement des citoyens.

Par ailleurs, elles ne sont qu'une goutte d'eau en regard des 3 000 avis que nous sommes amenés à donner chaque année dans le cadre des procédures consultatives.

Pourquoi les mettre en avant et pas notre mission fondatrice et quotidienne de sauvegarde du Sol, de l'Air, du Vivant et de l'Eau (SAVE) ? N'est-ce pas là un mensonge par omission ?

Monsieur Wauquiez, vous ne pouvez feindre d'ignorer que l'utilisation de l'argent public est encadré par des règles précises et que les actions que nous menons, notamment pour le compte du Conseil régional, donnent lieu à des rapports examinés et validés par vos services.

Laisser entendre aux citoyens d'Auvergne Rhône-Alpes que nous « puisons dans la caisse » et utilisons l'argent public, autrement dit leurs impôts, pour mener des actions en justice qui empêchent la création d'emplois est non seulement mensonger mais diffamatoire.

Alors, Monsieur Wauquiez, puisque nous utilisons l'argent public dans un cadre précis et défini par une Convention pluriannuelle d'objectifs avec la Région, qu'appellez-vous donc une activité militante que vous n'avez pas vocation à financer ?

Seraient-ce les animations scolaires que nous réalisons avec l'appui du Conseil régional ?

Une journée de bonheur à découvrir la Nature, est-ce donc cela une activité militante qui n'a pas lieu d'être financée par la collectivité ?

La découverte de notre patrimoine vivant serait une activité militante à bannir ?

Serait-ce notre campagne pour accompagner les collectivités à bannir l'usage des pesticides dans nos villes et nos villages que vous craignez ?

Seraient-ce les formations qui étaient ouvertes à tous sur les règles de l'urbanisme, les nouveaux procédés industriels comme la méthanisation, les modalités de représentation dans les instances consultatives ?

L'amélioration de l'expertise des représentants de la société civile pour en faire des interlocuteurs constructifs des pouvoirs publics est-il un objet militant qui n'a pas vocation à financement public ?

Serait-ce enfin l'Ecopôle du Forez, cet exemple unique d'ancien site industriel réhabilité où s'épanouit désormais la Nature et qui est devenu un site de sensibilisation à l'environnement majeur pour le plus grand plaisir d'un million de visiteurs à ce jour ?

Il va fermer ses portes car vous avez brutalement mis fin à l'aide régionale.

L'avez-vous fait pour plaire à certains de vos amis chasseurs, comme le Président de la Fédération régionale des chasseurs, membre de votre liste ? Ou encore le président du Conseil départemental de l'Ain Damien Abad, parce que vous n'avez pas entendu dire du bien de nous par nos « amis » de la FNSEA ?

Ce que vous avez « sabré » Monsieur Wauquiez, ce n'est pas l'action militante de la FRAPNA, c'est la sensibilisation de vos administrés à la prise en compte des enjeux environnementaux, l'accompagnement des politiques vertueuses en matière d'environnement et l'optimisation des performances environnementales des documents de planification et des projets d'aménagement.

Si nous perdons ces moyens d'accompagnement en amont des projets, nous aurons par contre toujours assez de moyens pour aller au tribunal quand cela est nécessaire mais quel triste usage de la démocratie !

Votre objectif politique est-il de gommer la sensibilité environnementale de la population ? Analyser les plans et projets à l'aune du développement durable ne fait pas partie de votre « logiciel » ?

Je ne veux croire que le Président de la seconde région de France considère que la préservation de l'environnement est correctement assurée par les Fédérations des chasseurs, dont l'objectif principal est l'élevage de gibier en plein air, et la FNSEA dont le bilan en matière d'environnement est tout simplement effarant !

Je me permets de vous rappeler que la FRAPNA, que j'ai l'honneur et le plaisir de présider, est une fédération d'associations agréée, représentative et reconnue d'utilité publique et ce depuis plus de 40 ans (votre âge).

Je peux mettre sur le compte de vos origines politiques altiligériennes la méconnaissance du rôle sociétal de la FRAPNA mais elle est plus que jamais nécessaire pour rappeler qu'une nature préservée est fondamentale pour le bien-être et la santé de vos administrés ainsi que pour l'attractivité de notre région.

Je pense sincèrement que vos électeurs n'ont pas voté pour assister à la destruction des associations qui sont profondément ancrées dans la tradition de notre région et de notre pays.

« Errare humanum est, perseverare diabolicum »*...
« *L'erreur est humaine, l'entêtement est diabolique* »

Eric FERAILLE,
Président de la FRAPNA Région

i

ⁱ Qui concerne le département de la [Haute-Loire](#) ou ses habitants.